



ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
DB

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU Le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 animaux équivalents soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole .
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 modifié le 1^{er} août 2002 établissant le deuxième programme d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration du 12 juin 1989 permettant à M. Jean-Charles LORMEL d'exploiter à PLUDUNO au lieu-dit « Le Guébriand » (section ZY n° 155a°) un élevage porcine de 16 places maternité, 62 places gestantes-verraterie, 208 places engraissement, 240 places post-sevrage (soit 490 places animaux-équivalents) ;
- VU la demande présentée par l'intéressé demeurant à PLUDUNO au lieu-dit « Le Guébriand » en vue de la régularisation et la restructuration de l'élevage autorisé, qui comprendrait 16 places maternité, 62 places gestantes-verraterie, 448 places engraissement et 240 places post-sevrage (soit 730 places animaux équivalents), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de PLANCOET (28 mars 2002), ST LORMEL (29 mars 2002), BOURSEUL (6 juin 2002), PLEVEN (26 avril 2002), ST POTAN (13 mai 2002) ;
- VU les avis des services consultés lors de la procédure installation classée ;
- VU la décision de l'éleveur de cesser l'activité naissance de son élevage (16 places maternité et 62 places gestantes-verraterie : soit 234 places animaux équivalents) ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 28 mars 2003 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 23 mai 2003 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'Environnement, notamment l'article L 512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes ;

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Egalité Fraternité

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- **ARRETE** -

ARTICLE 1er -

M. Jean-Charles LORMEL est autorisé à exploiter à PLUDUNO au lieu-dit « Le Guébriand » (section ZY n° 155a) conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 496 places animaux-équivalents réparties comme suit :

| | | | |
|-----|----------------------|-----|----------------------------|
| 448 | places engraissement | 448 | places animaux-équivalents |
| 240 | places post-sevrage | 48 | places animaux-équivalents |

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions réglementaires et de celles définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

Prescriptions particulières :

Effectif :

- l'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 448 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 240 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

Alimentation biphasé:

- l'alimentation biphasé sera mise en place dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté d'autorisation.

- le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

- en cas de non respect des normes « biphasé CORPEN » le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

Bi-phase : 789 kg.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLUDUNO pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de M. Jean-Charles LORMEL.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Jean-Charles LORMEL dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration du 12 juin 1989.

ARTICLE 8 -

Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de DINAN,
Le Maire de PLUDUNO,
L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Jean-Charles LORMEL pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de PLANCOET, ST LORMEL, BOURSEUL, PLEVEN, ST POTAN, LANDEBIA, RUCA pour information.

SAINT-BRIEUC, le **22 SEP. 2003**
LE PREFET,

*Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau*

Christian RAYMOND

Signé : Marie-Françoise HAYE-GUILLAUD

